

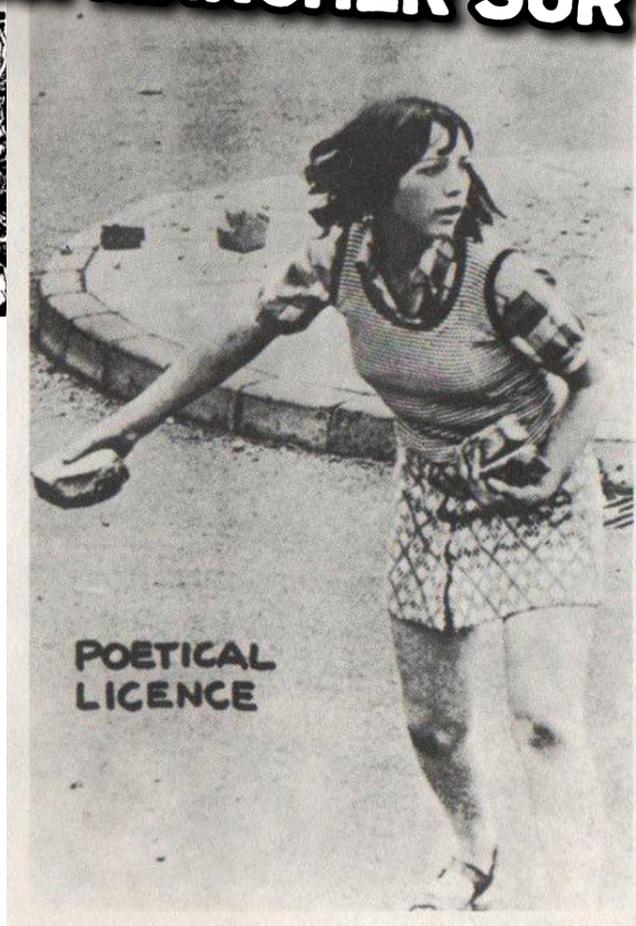


NOUS VIVONS POUR MARCHER SUR LA TÊTE DES ROIS !

"O GENTILSHOMMES, LA VIE EST COURTE...
SI NOUS VIVONS, NOUS VIVONS POUR
MARCHER SUR LA TÊTE DES ROIS.."

DES CORPS, QUI JONCHENT LES TERRASSES DE PLUSIEURS CAFÉS, RECOUVERTS DE BÂCHES, DE DRAPS ... L'HORREUR DE LA BOUCHERIE QUI A EU LIEU DANS CETTE SALLE DE SPECTACLE. CELA SEMBLE SURREALISTE. IMPOSSIBLE DE SE FAIRE À CET ÉTAT DE FAIT. QU'IL Y AIT DES FANATIQUES, DES FOUS DE DIEU, QUI AU NOM DE LEUR RELIGION METTENT, SANS DISCRIMINATION, UNE BALLE DANS LA PEAU DE TOUS LES GENS VIVANTS QUI ONT LE MALHEUR DE CROISER LEUR CHEMIN. DES KAMIKAZES SUR-ENTRAÎNÉS À QUI DES CHEFS RELIGIEUX AUTOPROCLAMÉS ONT PROMIS QU'ILS IRONT AU PARADIS EN EMPORTANT AVEC EUX LE PLUS DE GENS POSSIBLES DANS LEUR FOLIE MEURTRIÈRE. ET LE SEUL BUT DE TOUT ÇA C'EST D'IMPOSER LA TERREUR. FAIRE SENTIR L'ODEUR DU SANG À CEUX ET CELLES QUI VIVENT DANS UNE SOCIÉTÉ PACIFIÉE, BIEN LOIN DES BATAILLES QUE MÈNE L'ARMÉE D'UNE NATION QU'ILS N'ONT PAS CHOISI. PUNIR UNE POPULATION PARCE QU'UN ÉTAT A DÉCIDÉ DE MENER UNE GUERRE, RENDRE RESPONSABLES DES PERSONNES QUI N'ONT PAS EU LEUR MOT À DIRE DANS CES DÉCISIONS. SE VENGER D'UN ÉTAT, DE LA FAÇON LA PLUS LÂCHE ET FACILE, EN N'ATTEIGNANT PAS LES CONCERNÉS, MAIS EN CASSANT DES ŒUFS JUSTE POUR FAIRE UNE DÉMONSTRATION DE FORCE, EN FAISANT UNE OMELETTE SANGUINOLENTE.

On se sent concernés. Concernés par ce genre de massacres indiscriminés, qui ne voient dans chaque individu que des vies à prendre, des corps dans lesquels mettre des balles, juste pour s'être trouvé au mauvais endroit au mauvais moment, pour avoir eu la malchance de croiser le canon de l'un de ces fous de dieu, qui sont nos ennemis au même titre que l'État, et quelle que soit l'idéologie de ces fanatiques. Ces fous de dieu qui aujourd'hui accomplissent au nom de leur fanatisme religieux des massacres en Syrie, en Irak, en Tunisie, au Niger, en Égypte, au Liban, et à Paris ... Mais on sait que, sous d'autres idéologies, d'autres ont perpétré et perpètrent encore ailleurs dans le monde des actes qui ne visent qu'à dégommer de façon aléatoire au nom d'idées ennemies de la liberté. Et nous parlons ici de la liberté



entière, totale et indivisible. Celle de blasphémer contre toute autorité et détruire tous les pouvoirs, qu'ils résident dans les livres sacrés ou aux frontispices des États. Et pas celle que l'État agit comme un hochet, alors qu'il nous gouverne, lui aussi, par la terreur.

On ne sait plus où donner de la tête. D'un côté il y a cette horreur, toutes ces vies brisées par quelques minutes de rafale, et on se dit que ça n'est pas terminé, et que pour cette fois on a eu de la « chance ».

Et de l'autre, il y a la réponse de l'État. L'état d'urgence, prolongé de 3 mois. Le pouvoir de l'État sur nos vies et nos activités qui est décuplé. Les convocations, les assignations à résidence, les perquisitions à domicile de jour comme de nuit, l'interdiction de manifester, l'évocation de la déchéance de nationalité, et la menace qui plane sur tous ceux qui ont une fiche S, attribuée autant aux fanatiques religieux qu'aux révolutionnaires et tant d'autres, comme pour les

mettre dans le même panier. Et puis il y a le déploiement de militaires et de flics dans les rues, toujours plus, qui éprouvent le besoin de nous faire une démonstration du pouvoir supplémentaire que l'État leur a donné. Et cette fameuse « Unité nationale » évoquée pendant quelques jours après les attentats. L'ennemie des révolutionnaires, de ceux qui veulent se débarrasser de l'État, et non pas le voir se fortifier opportunément dans un tel contexte. Celle qui fait que des foules viennent se recueillir sur ces lieux de mort en entonnant la Marseillaise, drapés de drapeaux français, et criant des « vive la France, vive la République ». Ces foules qui parlent de liberté, comme si avant cette tragédie nous étions libres. Ce qui d'une certaine manière revient à accepter l'état d'urgence, de se dire que ce sont ces fous de dieu qui nous ont pris notre liberté, et dédouaner ainsi totalement l'État, lui trouver des excuses. La même unité nationale qui fait accepter l'emprise de l'État sur nos vies, c'est aussi celle qui fait se rassembler les responsables religieux, alors que ce sont eux, quels qu'ils soient, qui nourrissent le fanatisme, quand bien même ils se disent modérés.

Ce qu'ils veulent, des deux côtés, c'est que nous vivions dans la peur, et que nous arrêtions d'être vivants, que l'on change nos habitudes, que l'on se résigne à rester sagement chez nous, à ne pas élever de critiques. Mais nous n'accepterons pas cette terreur qu'ils nous imposent. Ce silence de mort qu'ils veulent faire régner. Et nous n'accepterons jamais les alternatives que nous offrent les États, qui sont eux-mêmes capables de toute la terreur qu'on leur connaît, souvent sous pavillon « anti-terroriste ».

Ainsi, au sel de nos larmes, nous joignons le piment de notre rage de vivre, et de notre désir de révolte. Ils ne pourront pas faire de nous des résignés.

**SOYONS VIVANTS ET RÉVOLTÉS,
CONTRE TOUS LES POUVOIRS !
NI RELIGIONS, NI NATIONALISME !**

Brèves...

• **ÉTAT D'URGENCE, QUELQUES CHIFFRES...** Depuis l'établissement de l'état d'urgence, les flics s'en donnent à cœur joie. En moins de trois mois (mais la cadence a drastiquement diminué avec le temps) il y a eu environ 3300 perquisitions, 341 garde-à-vue, 571 procédures judiciaires et 407 assignations à résidence (dont 303 toujours en vigueur). Elles visent surtout des individus définis comme « musulmans », mais aussi comme « délinquants » et « criminels » : braqueurs, dealers, révolutionnaires, etc. Et voilà que le gouvernement vient de le prolonger jusqu'au 26 mai. Mais ils n'arrêteront pas notre rage !

• **CONTRE L'ÉTAT D'URGENCE, CONTRE LE PS !** Vers la mi-février, 5 locaux du Parti Socialiste au pouvoir ont eu leurs vitrines défoncées à Paris et en Seine Saint Denis : dans le IIIème (40, rue Charlot), le XVème (36, rue Mathurin Régnier), le Vème (328, rue St Jacques), aux Lilas (rue du 14 Juillet) et au Pré Saint Gervais (33 rue Gabriel Péri). Un communiqué paru sur internet affirme qu'il s'agit de s'opposer à l'état d'urgence et à l'État tout court, plutôt que de fricoter avec des bigots, de demander justice... à la justice ou manifester contre l'état d'urgence avec les partis politiques qui... l'ont voté ! Parmi d'autres pratiques politiciennes de l'extrême gauche du pouvoir.

• **MÊME AVANT L'ÉTAT D'URGENCE...** Les services de renseignement de l'État n'ont jamais attendu l'établissement de l'état d'urgence, ou de nouvelles lois pour faire ce qu'ils veulent et espionner celles et ceux qui ne lui conviennent pas. Dans ce cas, avec la collaboration bienveillante de la direction d'une école « Montessori » pour habitants aisés d'un quartier pas aisé. Fin septembre, les compagnons de la Bibliothèque anarchiste La Discordia, dans le XIXème, découvrent qu'une caméra, positionnée derrière une des fenêtres de l'école, pointe sur la devanture de la bibliothèque. Il suffit d'une discussion avec une responsable, pour que celle-ci admette qu'elle a été placée par les barbouzes. Depuis, l'œil indiscret de l'État a été récupéré de force et détruit par les compagnons, il dort désormais, non loin de là, au fond du Canal de l'Ourcq. La directrice, elle, a été virée, tandis que des flics ont tentés de pénétrer de force dans la bibliothèque une semaine plus tard, mais sans aucun succès.

• **COMMENT ACCOMMODER LE MATON** Deux matonnes de la prison de Meaux se sont faites délibérément rouler dessus par une voiture lorsqu'elles allaient accomplir leur sale tâche quotidienne vers la mi-janvier. L'une des deux a fini à l'hôpital dans un état grave.

A Évreux, dans l'Eure, un maton a été menacé par un groupe de personnes cagoulées qui l'ont encerclé pendant qu'il était à un feu rouge, en allant à son taf. Quelques jours plus tard, trois voitures de matons, garées sur le parking de la taule, ont été dégradées.

Des détenus aussi ne se plient pas à leur situation et agressent leurs bourreaux. Ça a été le cas à la prison de Nantes le 2 février, quand un détenu avec un bras plâtré a essayé de frapper deux matons. Le 27 janvier dans la taule de Nantes, un prisonnier a durement tabassé un gardien, tout comme c'est arrivé à Brest le 24, quand deux détenus ont appelé les matons dans leur cellule pour leur sauter dessus. Pour finir en beauté sur la carcérale, le dimanche 13 décembre, le feu a été bouté à huit fourgons cellulaires que les matons utilisent pour trimbaler les détenus vers les tribunaux. Cela dans le parking même de la Maison d'Arrêt du Val-d'Oise, à Osny ! Une belle manière d'enrayer la justice.

• **TIENS, FILME ÇA !** - Des journaliste d'une télé belge, venus filmer le spectacle pourris de la COP21, ont trouvé leur camion de retransmission par satellite détruit par le feu, pas très loin du Stade de France, à Saint Denis, le matin du 12 décembre. Les médias ? Toujours des ennemis des révoltés !

« Réinventer Paris » MON CUL !

L'APPEL À DES « PROJETS URBAINS INNOVANTS DESTINÉS À DESSINER LE PARIS DE DEMAIN » VIENT DE SE CLORE. CE SONT UN TOTAL DE 22 PROJETS ARCHITECTURAUX FUTURISTES QUI ONT ÉTÉ SÉLECTIONNÉS. LES MOTS QUI REVIENNENT AU FIL DES DESCRIPTIONS SONT « ÉCOLOGIE URBAINE », « COWORKING », « CULTURE »... BIEN ENTENDU, CE SONT DES PROJETS DONT LE COMMUN DES MORTELS, QUI NE FRÉQUENTE PAS LES SALLES DE DANSE, QUI NE FAIT PAS DU COWORKING (RESTE ENCORE À SAVOIR CE QUE C'EST), QUI NE VA PAS DANS DES HÔTELS OU QUI N'A SIMPLEMENT PAS LES MOYENS DE LOUER UN GRAND APPARTEMENT AVEC UN JARDIN SUR SON BALCON, MÊME SI ÇA SEMBLE FORT SYMPATHIQUE, NE POURRA PAS PROFITER.



Il y a un projet que nous retiendrons tout particulièrement, c'est celui de la « Serre habitée » au 57-59 rue Piat, en plein cœur de Belleville. Ce bâtiment « innovant » (structure en bois et serre sur le toit) sera habité par 24 étudiants en architecture chargés de figurer eux-même l'édifice dont ils auront accompagné la gestation. Bref, ce ne sont pas des pauvres qui seront logés au 57-59 rue Piat, mais de ceux qui collaborent à « réinventer » Paris, ou pour le dire avec nos mots, à embourgeoiser les quartiers qui ne le sont pas encore totalement, car non, on ne « réinvente » pas avec des pauvres, mais avec des architectes, des artistes, en somme, des riches dont le statut social permet une imagination débordante lorsqu'il s'agit de se construire son petit nid douillet.

Belleville, comme la plupart des autres quartiers pauvres de Paris, est sous le coup d'un phénomène d'embourgeoisement. Les sociologues appelleront cela « gentrification », eux qui sont exactement la gentry, ils connaissent bien leur sujet, vous pouvez leur faire confiance. Tout le monde ici peut observer ce phénomène au quotidien. Au fur et à mesure que s'installent de nouvelles populations plus solvables, votantes, dociles et aisées, au fur et à mesure que s'ouvrent de nouvelles galeries d'art immondes et égotistes, au fur et à mesure des rénovations de façades, etc. C'est toujours les mêmes qui devront dégager, ceux là-mêmes qui font déjà face à la misère, aux tribunaux, aux flics, aux matons, aux patrons, ceux-là même qu'on enverra se faire trouser à la première guerre venue contre une médaille de papier pendant que les autres promèneront leurs poussettes sur les quais de Seine sur le chemin du bureau de vote. Parce qu'ils aiment ça la mixité sociale, ça leur donne le sentiment d'être bons, de se mêler aux pauvres, d'effacer les différences, d'être tolérants, multiculturels et mignons tout plein. Mais ici, on est beaucoup à avoir compris que leur « mixité sociale »

n'est qu'un euphémisme de la guerre aux pauvres menée à coups de flics et de fric dans les quartiers de la capitale. Il suffit de regarder ce qu'il se passe à la Goutte d'Or pour comprendre à quelle sauce nous nous faisons manger. Nous l'avons compris le jour où nous avons vu augmenter nos loyers, ce même jour où s'ouvraient leurs galeries et leurs boutiques de bobos, où leurs bars type Folies ou Les Triplettes se sont remplis des têtes à claque de hipsters qui tous les samedis soirs rentrent de Belleville dans leurs quartiers bourges, « *parce que l'ambiance est sympa, mais l'insécurité c'est trop l'angoisse, tu vois ?* ».

Mais qu'on ne se leurre pas. Ce constat amer ne se situe nullement dans la lignée des quelques pleureuses qui, il y a quelques mois, collaient sur tous les murs leur pétition « À qui vend-on Belleville ? » Que voulaient-ils sauver au juste avec leur pétition et réunions publiques ?

La métallerie Gresillon, spécialiste des grilles et clôtures, qui s'illustre par son travail pour les expulseurs de la SNCF, le musée de la Marine, l'Assemblée Nationale, la mairie des Balkany (ces merdes humaines), ou bien ces mêmes hôtels qui aujourd'hui voudraient la remplacer, ironie du sort.

Les deux plus grands constructeurs de prisons et de tribunaux, Bouygues et Vinci, sont en train de reconstruire et de réaménager la rue Ramponneau pour le compte de la Semaest, une officine des recordmans de l'expulsion de la mairie de Paris, cela ne leur met-il pas la puce à l'oreille ? N'y a-t-il que le sort de la « dernière métallerie de Paris » et de quelques ateliers d'artistes qui les intéresse ?

Concernant la petite problématique que posent ceux qui militent pour « sauver Belleville », une idée très simple nous vient : qu'ils cessent de provoquer ce

dont ils se plaignent. Avec leurs petites ritournelles poujadistes (Poujade n'était il pas comme eux, un grand défenseur des petits commerçants et artisans?), avec leurs petits rêves sans ambitions de « démocratie locale » et autres naïvetés qui ne sont que des alternatives à cette merde sociale. Nous, de notre part, on ne veut pas perdre de vue le tableau plus large, celui de la guerre pour la liberté qui se mène aux quatre coins du monde depuis la nuit des temps, par le seul moyen que ne peuvent contrôler les puissants : la révolte sans chef et l'insurrection.

Nous sommes las de leurs illusions, de leurs négociations, de leurs « petites victoires du quotidien », de leur citoyennisme benêt, de leur humanisme charitable et paternaliste, de leur Kulture de caserne, de leur mixité sociale et des autres histoires qu'ils se racontent pour pleurer moins fort la nuit.

A votre question affichée dans le quartier : « À qui vend-on Belleville ? », nous avons répondu, comme beaucoup d'autres, par : « A vous ! ». Vous préférez votre quartier entre vos mains d'artistes-electeurs-democrates-citoyens-de-gauche qu'entre les mains de quelques industriels lointains ? Mais nous ne voulons ni d'eux ni de vous, ni d'aucun autre paternalisme social.

Les choses sont pourtant tellement simples. Un vieil adage disait « un peu de bon sens, un peu d'essence ! ». La seule façon d'accommoder l'aménageur urbain est à coup de pied dans le cul. Et le jour où nous comprendrons cela sera le premier jour du reste de nos vies.

Dégageons les architectes, les constructeurs et les gestionnaires municipaux de notre servitude, plutôt que se compromettre à négocier avec nos expulseurs, nos enfermeurs et nos assassins. Nous aussi nous avons la capacité de réinventer le monde comme nous le voulons, en commençant d'abord par détruire celui-ci.

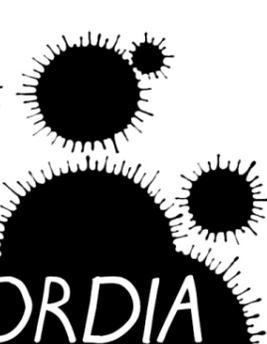
L'Etat en guerre contre les fraudeurs

Décourager la moindre petite forme d'entraide entre exploités. Augmenter toujours plus l'atomisation des individus dans cette société. Réprimer encore plus les pauvres. Voilà que le Parlement, avec l'excuse de la loi sur la sécurité dans les transports en commun, cherche à punir avec des peines de prison ceux qui signalent la présence des contrôleurs à travers les réseaux sociaux... On voit très bien quel sens ils donnent au mot « sécurité » : la lutte contre la fraude, un manque de 366 millions d'euros de gain par an pour la RATP, la SNCF et consorts, dans la seule Île-de-France.

Ce qu'ils font là, comme toujours, c'est la guerre aux pauvres. Franche et assumée. Mais avertir les gens de la présence des contrôleurs peut se faire de mille manières plus ou moins discrètes, il suffit de le dire dans les couloirs, d'écrire un petit mot au marqueur sur une des mille pubs à la con, avec l'heure et le lieu où on les a vu... En attendant de saisir l'occasion pour faire payer à leur tour ceux qui nous triment d'une cage à l'autre comme du bétail.

Hors de tous dogmes, et avec une perspective anarchiste, La Discordia est une bibliothèque qui entend nourrir un projet révolutionnaire par certains de ses aspects fondamentaux : la lecture, le débat, la théorie, l'écriture, le papier, la discussion. Un lieu où se retrouver pour partager des informations sur l'actualité du mouvement révolutionnaire et anti-autoritaire à travers le monde, pour confronter des idées, en découvrir, en creuser ; un lieu où la discussion n'est pas forcément synonyme de consensus, et n'est pas réservée à des spécialistes. C'est aussi un lieu physique pour sortir du tout virtuel, avec des débats de vive voix, en face à face et dans le partage. C'est des livres, journaux, tracts, brochures, affiches et autres documents, des archives d'aujourd'hui et d'hier pour contribuer à la transmission de l'histoire des luttes individuelles comme collectives.

BIBLIOTHEQUE ANARCHISTE
45, RUE DU PRE SAINT-GERVAIS, 75019 PARIS
OUVERTURE TOUS LES LUNDIS, DE 16H A 20H
LADISCORDIA.NOBLOGS.ORG



Tout ce qui pourra favoriser le développement des idées, en rupture avec l'État, la politique et le Capitalisme. Si Discordia a causé par son geste provocateur la Guerre de Troie, nous souhaitons par le notre modestement contribuer à la guerre contre toute autorité, en ajoutant du carburant pour sa pensée.

On pourra récupérer des exemplaires de tous les numéros de Lucioles à La Discordia.

Lucioles est un bulletin mensuel, on peut y lire des textes d'analyse et d'agitation autour de Paris (et sa région) et de son quotidien dans une perspective anarchiste. Nous y parlons des différentes manifestations d'insoumission et d'attaques dans lesquelles nous pouvons nous reconnaître et déceler des potentialités de

Autolib' en fumée, dans tes dents Bolloré !

[Communiqué repris du site internet "Indymedia", 19/12/2015.]

Malgré les sirènes alarmistes, l'état d'urgence ne nous a pas empêché ces derniers jours de porter notre modeste contribution à l'offensive anti-capitaliste, plus spécifiquement à une des prétendues solutions à la crise écologique, la filiale Blue Solutions du groupe Bolloré, qui fait la joie des investisseurs verdissant leur image tout en conquérant de nouveaux marchés.

Depuis quelques années, le groupe Bolloré porte-étendard de l'excellence française dans le domaine des innovations écologiques, signe de juteux contrats avec les municipalités et la RATP pour installer au fur et à mesure des stations d'Autolib', alimentées par l'énergie mortifère qu'est le nucléaire, et prochainement des scooters, des bus et des tramways du même acabit.

Pour ceux qui ne savent pas qui est Bolloré, rappelons que c'est un des seigneurs français dans la finance, l'industrie, les réseaux de transports et la communication à l'échelle mondiale. Il s'est bâti un empire grâce à de nombreuses filiales qui exploitent les ressources dans les ex-colonies françaises entre autres. Pour ne donner que quelques exemples récents des exactions de l'empire Bolloré on peut mentionner la spoliation de terre de peuples autochtones au Cambodge pour y cultiver des arbres à caoutchouc; ou le projet de plantations de palmiers à huile au Sierra Leone sur les terres de communautés locales opposés à la destruction de leurs cultures et des forêts. Aussi, combien de vies coûtera la construction de la boucle ferroviaire de 2700 kilomètres de la Bolloré Africa Logistics pour relier la Côte d'Ivoire au Togo ?

C'est aussi parce que le projet d'Autolib' s'inscrit dans le projet de smart city qu'est le Grand Paris, dans la restructuration et la revalorisation de quartiers entiers au détriment des pauvres qui y vivent pour les remplacer par une population plus friquée et plus docile, que nous avons décidé d'agir en conséquence.

Allumer une simple boîte d'allumes feux placée sous une des roues du véhicule suffit pour transformer une autolib' en une carcasse, comme tout passant pouvait voir les jours précédents, avenue de Stalingrad à Montreuil, avenue Pasteur à Bagnole et rue Mathis dans le 18ème arrondissement. Une méthode parmi tant d'autres pour les rendre inutilisables...

Tant qu'oxygène et détermination il y aura, le feu prendra, il n'y a pas de raisons pour que ça ne continue pas !

rupture vis-à-vis de l'Etat, du capitalisme et de la domination sous toutes ses formes en essayant de les relier entre elles et au quotidien de chacun. Nous n'avons pas la volonté de représenter qui que ce soit, ni de défendre un quelconque bout de territoire en particulier qui n'est qu'un modèle réduit de ce monde de merde.

